

1950] (p. 5585). — Est entendue sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur l'aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes [26 juillet 1950] (p. 5994). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux crédits des services civils pour l'exercice 1951; INDUSTRIE ET COMMERCE, Chap. 5070 : *Amendement de Mme Duvernois tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions à la Caisse de compensation des combustibles minéraux solides (hausse du prix du gaz)* [8 décembre 1950] (p. 8872, 8873); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 4050 : *Amendement de M. Rigal tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection de la santé publique (hôpital de Poitiers)* [4 mai 1951] (p. 4552); Chap. 5260 : *Subventions aux œuvres (maisons pour enfants « Les petites ailes »)* [5 mai 1951] (p. 4601); Art. 2 : *Sa demande de disjonction de l'article relatif à la subvention de l'Union nationale des associations familiales* (p. 4602).

DOTRELLOT (M. René-Pierre), Député de la Somme.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1946] (p. 103); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [21 décembre 1946] (p. 202); de la Commission de l'éducation nationale [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [13 décembre 1949] (p. 6793), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347). — Est nommé juré à la Haute-Cour de Justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [15 juin 1948] (p. 3522).

Dépôts :

Le 17 février 1949, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le

Gouvernement à faciliter la construction et la reconstruction des établissements scolaires, n° 6487. — Le 8 février 1950, une proposition de loi tendant à instituer la double correction au baccalauréat, n° 9205. — Le 28 février 1950, une proposition de loi tendant à assurer aux étudiants un niveau de vie décent, n° 9356. — Le 22 novembre 1950, une proposition de loi tendant à revaloriser l'indemnité dite de « frais de bureau » des inspecteurs de l'Enseignement primaire, n° 11405.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 139 : *Traitements du personnel des écoles primaires* [22 juillet 1947] (p. 3395); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 143 : *Allocations aux médaillés de l'enseignement primaire* [3 août 1948] (p. 5275, 5276); Chap. 150 : *Personnel titulaire de l'enseignement technique* (p. 5276, 5277); Chap. 536 : *Camps et colonies de vacances* [4 août 1948] (p. 5347); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement, en qualité de *Rapporteur pour avis* [1^{er} mars 1949] (p. 1053, 1054); — de la proposition de résolution relative à la construction et à la reconstruction de bâtiments scolaires, en qualité de *Rapporteur* [3 mars 1949] (p. 1174, 1175, 1176, 1177); — d'une proposition de résolution relative au prix de la betterave : *Discussion générale* [10 novembre 1949] (p. 6056, 6057). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur le prix de la betterave [9 décembre 1949] (p. 6755, 6756). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : *Discussion générale* [21 décembre 1949] (p. 7117); — d'une proposition de loi relative au maintien de l'indemnité pour difficultés exceptionnelles d'existence : *Discussion générale* [28 mars 1950] (p. 2442); — des interpellations sur la politique de l'alcool : *Ordre du jour de M. F. Chevallier demandant l'application du statut de l'alcool et la recherche de débouchés pour le sucre et l'alcool* [1^{er} avril 1950] (p. 2778); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; EDUCATION NATIONALE, Chap.

3340 : *Constructions scolaires de l'enseignement primaire* [17 juillet 1950] (p. 5303, 5304); Chap. 3680 : *Construction de collèges du second degré* [18 juillet 1950] (p. 5531, 5532); — d'une proposition de loi relative aux dommages causés par les calamités agricoles : *Son rappel au règlement* [20 juillet 1950] (p. 5653); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; EDUCATION NATIONALE, Chap. 4010 : *Amendement de M. Biscarlet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bourses nationales* [23 avril 1917] (p. 3809, 3810); Chap. 5140 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions aux services d'orientation scolaire* (p. 3816); Article additionnel : *Amendement de M. Thamier tendant à ne faire aucune réduction sur les crédits votés* (p. 3824); EDUCATION NATIONALE, amendé par le Conseil de la République; Chap. 4080 : *Amendement de Mme Herzog-Cuchin tendant à disjoindre le chapitre relatif aux restaurants universitaires* [22 mai 1951] (p. 5664); — d'une proposition de loi portant rémunération des étudiants et élèves de l'enseignement supérieur : *Discussion générale* [12 mai 1951] (p. 5129, 5130); — du projet de loi relatif à la réalisation d'un plan d'économies, amendé par le Conseil de la République; Art. 2, Etat B, INTÉRIEUR : *Amendement de M. Cordonnier tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour la reconstruction des îlots insalubres et l'urbanisme* [18 mai 1951] (p. 5486).

DOYEN (M. Eugène), *Député du Nord (2^e circonscription)*.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission de l'intérieur [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission des affaires économiques [5 janvier 1948] (p. 66), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de l'éducation nationale [18 janvier 1949] (p. 34).

Dépôts :

Le 27 février 1947, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la

proposition de loi de M. Cogniot et plusieurs de ses collègues tendant à attribuer aux membres de l'enseignement déplacés par le Gouvernement de Vichy les indemnités de déménagement pour chaque déplacement, n° 763. — Le 5 mars 1947, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de Mme Lempereur et plusieurs de ses collègues, tendant à permettre la titularisation des instituteurs et institutrices intérimaires ayant quatre ans de service sans entraîner la nomination définitive à un poste, n° 832. — Le 6 mai 1947, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'ordonnance du 29 novembre 1944 sur la réintégration des fonctionnaires frappés par l'acte dit loi du 17 juillet 1940, n° 1249. — Le 11 juillet 1947, un avis au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi complétant l'article 25 de la loi du 30 octobre 1886, n° 2002. — Le 5 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur les propositions de loi : 1° de M. Lecœur et plusieurs de ses collègues tendant à permettre aux ex-instituteurs des mines, devenus instituteurs publics par le fait des nationalisations des houillères, d'obtenir le virement de leurs versements à la Caisse autonome de retraite des ouvriers mineurs au profit de la Caisse de retraite des fonctionnaires; 2° de M. Beugniez tendant : 1° à accorder à l'ex-personnel enseignant des mines, intégré dans l'enseignement public, la transposition de leur classement de base assuré par leurs conventions collectives; 2° à obtenir la valorisation de leurs services miniers par la Caisse de retraite des fonctionnaires et de valoriser à la Caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs les dernières années du personnel inintégré, n° 3676. — Le 5 mars 1948, une proposition de loi tendant à faire bénéficier tous les instituteurs publics des avantages de reclassement accordés, par l'arrêté du 3 mars 1948, aux instituteurs du Nord et du Pas-de-Calais, passés à l'enseignement public à la suite de l'ordonnance du 2 novembre 1945, n° 3695. — Le 17 juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter la ration de pain des jeunes de 5 à 20 ans, n° 4985. — Le 16 décembre 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de Mme Lempereur et plusieurs de ses